

seul mot. Je traiterai des questions d'éthique qui jouent sur le commerce, mais comme vous le verrez, elles ne sont pas aussi centrales que le titre ne le laisse entendre.

Je suis le premier conférencier de la Conférence commémorative O.D. Skelton à avoir été politicien et ministre d'État. Ce fait, et mon présent poste, très mal payé, de conseiller personnel du premier ministre, m'obligent à dire que la perspective que je donne de la politique commerciale passée et présente est personnelle et non pas officielle.

Je commencerai donc par vous rappeler quelle était l'attitude des politiciens et du grand public au sujet du commerce international pendant les terribles années 30, non seulement au Canada, mais partout dans les pays avancés. Le début de la dépression et la vague de chômage et de faillites qui a suivi ont incité les gouvernements à avoir recours à des mesures protectionnistes, soit l'imposition de restrictions additionnelles sur les importations. Au Canada, le premier ministre Bennett s'est vanté d'avoir fait irruption sur les marchés étrangers en augmentant les droits de douane. De leur côté, les États-Unis ont appliqué les scandaleux droits de douane dits Smoot-Hawley, qui représentaient le niveau de protection le plus élevé de toute l'histoire américaine et qui correspondaient à la philosophie isolationniste dominante de l'époque dans ce pays. Bien que la dépression ait été moins grave en Grande-Bretagne et dans les pays d'Europe, les gouvernements de ces pays ont néanmoins cédé à la demande populaire en imposant de nouvelles barrières aux importations.

Avec le recul, il est évident que les mesures protectionnistes devant atténuer les effets de la dépression ont donné le résultat contraire: ils l'ont prolongée. Dans une certaine mesure, ce résultat négatif a été reconnu avant le début de la guerre. En effet, en 1932, les pays de l'Empire britannique se sont accordés mutuellement des préférences commerciales, ce qui a rompu quelque peu, quoique d'une manière discriminatoire, la vague protectionniste. Par ailleurs, R.B. Bennett a entamé des négociations avec les États-Unis pour mettre en place un ensemble de réductions tarifaires, et Mackenzie King les a menées à terme lorsqu'il a repris le pouvoir en 1935. Ces mesures ont été appliquées à tous les pays avec lesquels le Canada avait des ententes commerciales au titre de la nation la plus favorisée. Avant que la guerre n'éclate en 1939, le niveau moyen de protection tarifaire entourant le Canada se situait, comme dans le cas des États-Unis, entre 25 et 30 p. 100, soit un des niveaux les plus élevés parmi les pays occidentaux surtout en ce qui concerne les biens manufacturés. Les Canadiens étaient encore, avant la guerre, épris de la politique nationale de John A. Macdonald.

Les réformateurs financiers de l'après-guerre, y compris certains Canadiens de renom tels que Louis Rasminsky, se sont réunis à Bretton Woods en 1944. Cette rencontre visait à rétablir la confiance à l'égard des devises et amasser des fonds qui pourraient être investis dans les pays sous-développés, ce qui a mené à la formation du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Du côté du commerce, les réformateurs, dont Dana Wilgress et John Deutsch, se sont rencontrés quelques années plus tard à La Havane et à Genève pour promouvoir la formation d'une organisation internationale du commerce conçue pour remettre de l'ordre dans les relations commerciales perturbées par la guerre, et créer un cadre de négociations entre les pays membres permettant de réduire les obstacles au commerce.